

PRÉVOST, Jean-Guy. *De l'étude des idées politiques*. Presses de l'Université du Québec, 1996, 110p.

Raúl Bernal-Mezan

Volume 28, numéro 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703748ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703748ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernal-Mezan, R. (1997). Compte rendu de [PRÉVOST, Jean-Guy. *De l'étude des idées politiques*. Presses de l'Université du Québec, 1996, 110p.] *Études internationales*, 28(2), 392–395. <https://doi.org/10.7202/703748ar>

magne, le Japon et l'Italie devenir démocratiques, celle d'après 1975 où l'Espagne, le Portugal, la Grèce et plusieurs pays latino-américains amorcent des transitions démocratiques et celle d'après 1989 qui suit l'échec des systèmes communistes. La discussion portant sur la deuxième vague est particulièrement intéressante car elle implique des États avec lesquels l'auteur est familier, notamment l'Espagne. Celle sur l'après-communisme est plutôt fragmentaire.

Dans le quatrième chapitre, l'auteur cherche d'abord à identifier les causes de la chute d'une dictature. Il soutient que c'est l'environnement international et l'usure du régime plus que les guerres et les soulèvements de masse qui expliquent l'effondrement des régimes autoritaires. Par la suite, Hermet explique qu'une transition réussie résulte habituellement d'une alliance entre démocrates et autoritaires modérés. Cet argument est probablement le plus intéressant du livre. L'auteur soutient que les révolutions démocratiques qui cherchent une rupture complète avec les institutions du régime précédent ont généralement moins de succès que les transitions qui s'opèrent graduellement. Il est important d'assurer une certaine continuité dans les institutions et le personnel politique. La transition démocratique espagnole peut servir de modèle à cet égard.

Le cinquième chapitre est une intéressante discussion des facteurs qui facilitent l'instauration de la démocratie. L'auteur aborde notamment la question de la relation entre démocratie et développement. Il discute aussi de l'importance de facteurs culturels telles la relation entre religion

et politique dans une société et la tension qui peut exister entre identité communautaire et autonomie individuelle. Hermet conclut le chapitre en affirmant que les chances de succès de la démocratie dépendent moins de ces diverses conditions que de facteurs conjoncturels tels le contexte économique et politique mondial ou la volonté et l'habileté des réformateurs. Le dernier chapitre traite du rôle du citoyen dans la construction et le fonctionnement de la démocratie.

Le livre de Guy Hermet est une bonne introduction aux problèmes soulevés par les transitions démocratiques. La lecture des trois premiers chapitres n'est probablement pas essentielle pour ceux qui ont déjà une bonne connaissance du sujet car ils constituent un rappel historique des progrès de la démocratie. Ils trouveront par contre matière à réflexion dans les trois derniers chapitres.

André LECOURS

*Département de science politique
Université Carleton, Ottawa*

De l'étude des idées politiques.

PRÉVOST, Jean-Guy. Presses de l'Université du Québec, 1996, 110 p.

Nous avons ici un ouvrage très intéressant, pour les spécialistes en science politique, présenté en trois chapitres.

Tel que le dit le titre – d'ailleurs assez clairement – il s'agit d'un livre qui aborde la façon dont on peut étudier les idées politiques. Trois modèles ou courants, présentés par un auteur lucide, cultivé et grand connaisseur des auteurs classiques, modernes et contemporains.

Dans l'Introduction, l'auteur exprime les idées qui ont guidé sa rédaction : comment fait-on l'histoire des idées politiques ; et le critère qui l'a guidé dans le choix des approches retenues : la prétention de produire un travail véritablement historique, qui se manifeste notamment à travers diverses injonctions méthodologiques : retrouver l'intention de l'auteur, le comprendre comme il s'est compris lui-même, retracer le groupe social dont il exprime les vues (p. 2).

Il applique pour principe de classement le type de contexte auquel les interprètes font appel. Chaque chapitre est consacré à l'étude d'un des trois courants et de ses auteurs les plus représentatifs dominant la méthode ou la façon dont les auteurs du passé, de Platon à Marx, doit être envisagée : straussiens, marxistes ou les disciples de l'école de Cambridge.

Pour les straussiens, l'évacuation de l'histoire s'impose afin d'arriver à une compréhension adéquate de ce qu'est la philosophie politique. Ils s'opposent à des auteurs classiques, comme George H. Sabine, et ont recours au concept de tradition basée sur une image : celle d'une conversation entre grands esprits. L'idée de tradition est très forte chez les straussiens, mais il y voient aussi le contexte interprétatif structurant l'histoire de la philosophie politique.

Pour les auteurs suivant les travaux, l'interprétation de l'histoire et des sociétés chez Marx (leur idéologie), le contexte pertinent à l'étude des œuvres politiques n'est que l'environnement social et économique qui les a vues naître, puisque ce sont les contextes historiques, ceux qui dominent la nature (idéologique) de la pen-

sée des philosophes. La pensée politique est pour eux un reflet ou une rationalisation des rapports sociaux qui reposent sur une base matérielle définie.

Pour les auteurs de l'école de Cambridge, ils cherchent à recupérer le sens historique. « Pour eux, tout texte politique ou plus généralement tout énoncé politique, ne peut faire appel qu'aux ressources intellectuelles et linguistiques qui sont disponibles à l'auteur dans une conjoncture donnée : en ce sens, il n'y a pas de questions éternelles mais seulement des problèmes particuliers appelant des réponses particulières. »

La critique, pas seulement en provenance des auteurs inscrits dans chaque modèle, sinon de ceux qui ne se sentent à l'aise dans aucune d'elles, ne s'applique pas seulement à une école, d'après les autres, sinon à la recherche historique des idées politiques elles-mêmes, en tant que refus de *l'amour du passé*, ou à une vision purement instrumentale de l'histoire des idées.

Les auteurs straussiens se caractérisent aussi dans leur style par le refus d'aborder les auteurs à partir des hypothèses modernes et pour le recours systématique à la paraphrase, qui a pour effet de laisser croire que le commentateur colle fidèlement au texte dont il fait l'exégèse, puisqu'il en épouse jusqu'au style. Pour eux, il faut lire entre les lignes pour découvrir l'intention cachée des auteurs.

À leur tour, les marxistes leur reprochent l'évacuation complète des circonstances historiques entourant la rédaction des œuvres. En revanche, pour les auteurs marxistes, le contexte pertinent à l'étude des œuvres

politiques ce n'est pas la tradition, mais l'environnement social et économique qui les a vues naître et, pourtant, la philosophie politique a une nature fondamentalement idéologique.

Néanmoins, la recherche des analogies entre la structure des textes étudiés et celle de la vie économique et sociale pose des problèmes. Alors, Prévost signale que « si l'on veut démontrer l'existence d'une homologie structurale, il est nécessaire de mettre au jour un lien ou un point de contact entre les deux structures que l'on croit homologues. L'objectif de l'interprète doit être en quelque sorte de mettre en place une passerelle entre les textes produits par un individu et un contexte auquel on rattache ce texte ; or, les intentions que l'on assigne à un individu doivent être, sinon empiriquement vérifiables, du moins psychologiquement vraisemblables » (p. 44).

Les auteurs de l'école de Cambridge reprochent à l'une et l'autre voies leur caractère insuffisamment historique, puisque tout texte historique ou tout énoncé politique, ne peut faire appel qu'aux ressources intellectuelles et linguistiques qui sont disponibles à l'auteur dans une conjoncture donnée (pp. 59-60).

Ces auteurs (dont Skinner et Pocock) ont contribué à offrir une image plus riche et moins schématique de l'histoire des idées politiques. Mais, et tel que le dit Prévost citant John P. Diggins, est-il possible de risquer de substituer au déterminisme économique un autre déterminisme, linguistique celui-là, d'après l'hypothèse suivant laquelle toute activité de pensée était limitée par le langage.

Si pour les straussiens, particulièrement pour Léo Straus, il faut partir du diagnostic qu'il porte sur « la crise de notre temps », et l'histoire doit demeurer au service de la philosophie, pour les marxistes, les changements politiques et idéologiques doivent être vus comme des effets, des reflets ou des rationalisations des changements économiques et sociaux ; pour les disciples de Skinner, il y a un ensemble de caractéristiques partagées par un certain nombre d'auteurs et de textes : concepts, arguments, exemples, *a priori*, lieux communs, etc., conventions dont il faut tenir compte.

Enfin, pour les straussiens, les marxistes et les disciples de l'école de Cambridge – et même pour ceux qui se reconnaissent mal dans ces courants – la question est la nécessité de connaître les auteurs du passé, de Platon à Marx. Leurs différences portent largement sur la façon de mener à bien cette entreprise, quant à la façon dont cette étude doit être menée ; telle est la conclusion de Jean-Guy Prévost.

À la limite, la question est que les concepts politiques qui sont aujourd'hui les nôtres ont une histoire et leur compréhension suppose que l'on fasse cette histoire. D'après Prévost, « que peut-on attendre de l'histoire des idées politiques ? Plutôt une des recettes permettant de régler les problèmes du présent, elle peut nous offrir un bénéfice modeste, mais des plus estimables : un regard un peu moins condescendant sur nos prédécesseurs et sur nous-mêmes, un peu plus sobre ». (p. 88).

Dans un livre fait pour les spécialistes, mais qui par sa réussite méthodologique permet aux étudiants

universitaires d'avoir un guide pour leurs propres travaux de recherche, Prévost va analysant et confrontant des auteurs distincts, suivant des écoles ou courants, selon une présentation synthétique de certaines interprétations sur les penseurs classiques.

Raúl BERNAL-MEZA

CERIAL, Mendoza,
Argentina

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Comparative Competition Policy: National Institutions in a Global Market.

DOERN, G. Bruce et Stephen WILKS.
Oxford, Clarendon Press, 1996, 398 p.

Ce collectif édité par G. Bruce Doern et Stephen Wilks comprend neuf chapitres, ainsi qu'une introduction et des conclusions rédigées par les éditeurs. L'ouvrage explore le domaine des politiques publiques aux niveaux industriel et commercial, ainsi que leur évolution dans un contexte de globalisation des activités économiques et d'internationalisation de ces politiques. Ce livre fait une comparaison de la compétitivité des politiques publiques, ou, si l'on préfère, une approche comparative des politiques de compétitivité.

Le cœur du document comprend six analyses portant sur six « modèles » de politiques de compétitivité. Chacun de ces chapitres a été rédigé par un ou plusieurs spécialistes de la question : B. Guy Peters pour les États-Unis, G. Bruce Doern pour le Canada, Kenji Sanekata et Stephen Wilks pour le Japon, Stephen Wilks pour le Royaume-Uni, Roland Sturm pour l'Allemagne et Stephen Wilks avec Lee

McGowan pour l'Union européenne. Le principal objectif de ce livre is to *bring a concerted political and institutional perspective to bear by examining comparatively the competition policies and institutions of six jurisdictions.*

Précédant la description et l'analyse des six modèles de politiques de compétitivité, G. Bruce Doern élabore, dans le deuxième chapitre de son livre, une définition très détaillée des politiques de compétitivité et de leurs limites. C'est cette définition, ou variable dépendante, qui permettra de réaliser une analyse comparative des six pays ou groupe de pays dans ce domaine. Parmi les principaux éléments servant à établir cette définition, mentionnons :

- *Core elements in descriptive terms: cartels, trusts, vertical arrangements, mergers, etc ;*
- *Core elements as expressed in political statutory terms and language: per se prohibitions, criminal sanctions, « rule of reason » rationales, etc ;*
- *As reflected through exempt sectors: regulated sectors, export cartels, state-owned enterprises, banks, R&D joint ventures, etc ;*
- *As reflected through other policy fields with impacts on competition: regulated sector law, trade policy, intellectual property law, foreign-investment review, etc.*

Dans ce même chapitre, Doern définit ensuite les principaux niveaux ou aspects sur lesquels l'analyse des politiques de compétitivité des six modèles portera. Les quatre grands niveaux servant à l'analyse des politiques de compétitivité sont les suivants :